

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Introduction

Les Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, des entreprises des secteurs extractif et de l'énergie (« Entreprises »), et des organisations non gouvernementales, ayant tous un intérêt pour les droits de l'homme et la responsabilité sociale des entreprises, se sont engagés dans un dialogue sur la sécurité et les droits de l'homme.

Les participants reconnaissent l'importance de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans le monde entier et le rôle constructif que les milieux d'affaires et la société civile -- y compris les organisations non gouvernementales, les syndicats et les communautés locales -- peuvent jouer en servant ces objectifs. Par ce dialogue, les participants ont élaboré la série de principes volontaires suivants pour guider les Entreprises dans le maintien de la sûreté et de la sécurité de leurs opérations dans un contexte qui préserve le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Conscients de ces objectifs, les participants reconnaissent l'importance de la poursuite de ce dialogue et de l'examen régulier de ces principes pour assurer la pérennité de leur pertinence et de leur efficacité.

Conscients du fait que la sécurité est une nécessité fondamentale, partagée par les individus, les communautés, les entreprises et les gouvernements, et tenant compte des épineux problèmes de sécurité auxquels font face les Entreprises opérant à l'échelle mondiale, nous reconnaissons que la sécurité et le respect des droits de l'homme peuvent et devraient être en harmonie ;

Reconnaissant que les gouvernements ont pour responsabilité première de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et que toutes les parties à un conflit sont tenues d'observer le droit international humanitaire applicable, nous reconnaissons que nous partageons l'objectif commun de la promotion du respect des droits de l'homme, en particulier ceux avancés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que le droit international humanitaire ;

Soulignant l'importance de sauvegarder l'intégrité du personnel et des biens de toute société commerciale, les Entreprises reconnaissent leur attachement à une conduite conforme aux lois des pays dans lesquels elles sont présentes, au respect des normes internationales applicables les plus strictes, et à la promotion du respect des principes en vigueur relatifs à l'application des lois (par exemple, le Code de conduite de l'ONU pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base de l'ONU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois), en particulier en ce qui concerne l'usage de la force ;

Prenant en considération l'impact que peuvent avoir les activités des Entreprises sur les communautés locales, nous reconnaissons l'importance de collaborer avec la société civile et avec les gouvernements d'origine et d'accueil pour contribuer au bien-être de la communauté locale tout en atténuant, si possible, tout risque de conflit ;

Conscients que des informations utiles et crédibles sont un élément essentiel de la

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

sécurité et des droits de l'homme, nous reconnaissons l'importance de partager et d'analyser nos expériences respectives concernant, entre autres, les meilleures pratiques et procédures en matière de sécurité, la situation des droits de l'homme par pays et la sécurité publique et privée, sous réserve des contraintes de confidentialité ;

Reconnaissant que les gouvernements d'origine et les institutions multilatérales peuvent, à l'occasion, aider les gouvernements d'accueil à réformer le secteur de la sécurité, développer les capacités institutionnelles et renforcer l'état de droit, nous reconnaissons le rôle important que les Entreprises et la société civile peuvent jouer en soutenant ces efforts ;

Nous exprimons par la présente notre soutien aux principes volontaires suivants concernant la sécurité et les droits de l'homme dans le secteur extractif, lesquels sont répartis en trois catégories : évaluation des risques, relations avec la sécurité publique et relations avec la sécurité privée :

ÉVALUATION DES RISQUES

Une capacité d'évaluation correcte des risques présents dans l'environnement opérationnel d'une Entreprise est essentielle pour la sécurité du personnel, des communautés locales et des biens, le succès des opérations à court et à long terme de l'Entreprise et pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Dans certaines circonstances, cela est relativement simple ; dans d'autres, il importe d'obtenir des informations complètes de différentes sources, de surveiller et de s'adapter à des situations politiques, économiques, judiciaires, militaires et sociales changeantes et complexes, et enfin de maintenir des relations productives avec les communautés et les autorités locales.

La qualité des évaluations de risques complexes dépend en grande partie de la capacité à collecter des informations crédibles, régulièrement actualisées, issues de sources très diverses – autorités locales et nationales, entreprises de sécurité, autres entreprises, gouvernements d'origine, institutions multilatérales et société civile – et qui sont au fait des conditions locales. Cette information peut s'avérer encore plus percutante lorsqu'elle est très largement partagée (en tenant compte des considérations de confidentialité) entre les Entreprises, la société civile intéressée et les gouvernements.

Considérant ces principes généraux, nous reconnaissons que des évaluations de risques exactes et efficaces devraient prendre en compte les facteurs suivants :

Identification des risques de sécurité. Les risques de sécurité peuvent résulter de facteurs politiques, économiques, civils ou sociaux. Par ailleurs, certains personnels et biens peuvent courir de plus grands risques que d'autres. L'identification des risques de sécurité permet à une Entreprise de prendre des mesures pour réduire le risque au minimum et de juger si ses activités pourraient éventuellement accroître le risque.

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Risque de violence. Selon l'environnement, la violence peut être répandue ou limitée à des régions particulières et peut se propager avec peu de signes précurseurs, voire aucun. La société civile, les représentants des gouvernements d'origine et d'accueil et d'autres sources devraient être consultés pour identifier les risques posés par une éventuelle violence. Les évaluations de risques devraient examiner les caractéristiques de la violence dans les secteurs opérationnels de l'Entreprise à des fins éducatives, prévisionnelles et préventives.

Antécédents relatifs aux droits de l'homme. Les évaluations de risques devraient analyser les antécédents des entreprises publiques de sécurité, des paramilitaires et des forces de l'ordre locales et nationales relatifs aux droits de l'homme, ainsi que la réputation des entreprises de sécurité privée. Une connaissance des abus et allégations passés peut aider les Entreprises à éviter des répétitions ainsi qu'à promouvoir la prise de responsabilité. En outre, l'identification des capacités des entités ci-dessus à répondre aux situations de violence dans le respect du droit (c.-à-d., conformément aux normes internationales applicables) permet aux Entreprises de concevoir des mesures appropriées dans le domaine opérationnel.

État de droit. Les évaluations de risques devraient tenir compte des capacités du bureau local du procureur et du pouvoir judiciaire à poursuivre les responsables d'abus des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire tout en respectant les droits de l'accusé.

Analyse des conflits. L'identification et la compréhension des causes profondes et de la nature des conflits locaux, ainsi que du degré de respect des droits de l'homme et des normes du droit international humanitaire par les acteurs principaux, peuvent contribuer à la conception de stratégies de gestion des relations entre l'Entreprise, les communautés locales, les employés de ladite Entreprise et leurs syndicats ainsi que les gouvernements d'accueil. Les évaluations de risques devraient également prendre en considération la possibilité de conflits ultérieurs.

Transferts d'équipement. Lorsque les Entreprises fournissent de l'équipement (y compris de l'équipement meurtrier et non meurtrier) aux forces de sécurité publique ou privée, elles devraient considérer le risque de tels transferts, toutes les conditions pertinentes en matière de licences d'exportation et la faisabilité de mesures permettant de mitiger des conséquences négatives prévisibles, y compris des contrôles adéquats pour empêcher le divertissement ou le détournement d'équipement qui pourrait favoriser un abus des droits de l'homme. Lorsqu'elles évaluent les risques, les Entreprises devraient prendre en compte tous les incidents pertinents qui sont en rapport avec des transferts d'équipement antérieurs.

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

RELATIONS ENTRE LES ENTREPRISES ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Bien que les gouvernements remplissent une fonction essentielle dans le maintien de l'ordre public, de la sécurité et du respect des droits de l'homme, les Entreprises ont intérêt à s'assurer que les mesures prises par les gouvernements, en particulier les activités des entités de sécurité publique, soient conformes aux principes de protection et de promotion des droits de l'homme. Dans les cas où il est nécessaire de compléter la sécurité fournie par les gouvernements d'accueil, l'on peut exiger ou attendre des Entreprises qu'elles contribuent aux frais de protection des installations et du personnel des Entreprises par la sécurité publique ou qu'elles remboursent ces frais. Bien que la sécurité publique soit tenue d'agir en conformité aux lois locales et nationales ainsi qu'aux normes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, des abus peuvent se produire.

Dans le souci de réduire le risque de tels abus et de favoriser le respect des droits de l'homme en général, nous avons identifié les principes volontaires suivants pour guider les relations entre les Entreprises et la sécurité publique en matière de sécurité fournie à celles-ci :

Dispositions de sécurité

Les Entreprises devraient être en contact régulier avec les gouvernements d'accueil et les communautés locales au sujet de l'impact de leurs dispositions de sécurité sur lesdites communautés.

Les Entreprises devraient communiquer aux fournisseurs de sécurité publique leurs politiques internes concernant la conduite morale et les droits de l'homme et exprimer leur souhait que la sécurité soit conforme à ces politiques et fournie par un personnel formé efficacement et de façon adéquate.

Les Entreprises devraient encourager les gouvernements d'accueil à autoriser l'exécution d'ententes de sécurité transparentes et accessibles au public, en considérant toutefois les préoccupations essentielles en matière de sûreté et de sécurité.

Déploiement et conduite

Le rôle premier de la sécurité publique devrait être de maintenir l'état de droit, y compris la protection des droits de l'homme et les mesures de dissuasion d'actes menaçant le personnel et les installations de l'Entreprise. Tant par leur nature que par leur nombre, les forces de sécurité publique déployées devraient être suffisantes, appropriées et proportionnelles à la menace.

L'importation et l'exportation d'équipement devraient être conformes à toutes les lois et règles applicables. Les Entreprises qui fournissent de l'équipement à la sécurité publique devraient prendre toutes les mesures légales et appropriées pour mitiger toutes les conséquences négatives prévisibles, y compris les abus des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire.

Les Entreprises devraient user de leur influence pour promouvoir les principes suivants

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

auprès de la sécurité publique : (a) des individus impliqués, de source fiable, dans des abus des droits de l'homme ne devraient pas fournir des services de sécurité aux Entreprises; (b) l'usage de la force devrait être limité aux cas de stricte nécessité et à un degré proportionnel à la menace; et (c) les droits des individus ne devraient pas être violés lorsqu'ils exercent leur droit à la liberté d'association et de rassemblement pacifique, leur droit de prendre part aux négociations collectives, ou d'autres droits connexes des employés de l'Entreprise, reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

Lorsque la sécurité publique recourt à la force physique, les autorités compétentes et l'Entreprise doivent en être informées. Lorsque la force est employée, une aide médicale devrait être fournie aux blessés, y compris les contrevenants.

Consultation et conseil

Les Entreprises devraient régulièrement tenir des réunions structurées avec la sécurité publique pour discuter la sécurité, les droits de l'homme et les problèmes de sûreté dans le lieu de travail. Les Entreprises devraient également consulter régulièrement d'autres entreprises, les gouvernements d'origine et d'accueil ainsi que la société civile pour discuter de la sécurité et des droits de l'homme. Lorsque les Entreprises opérant dans la même région ont des préoccupations communes, elles devraient envisager d'en faire part aux gouvernements d'accueil ou d'origine.

Lors des consultations avec les gouvernements d'accueil, les Entreprises devraient prendre toutes les mesures appropriées pour promouvoir le respect des principes internationaux en vigueur concernant l'application des lois, en particulier ceux évoqués dans le Code de conduite de l'ONU pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base de l'ONU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu.

Les Entreprises devraient soutenir les efforts des gouvernements, de la société civile et des institutions multilatérales pour offrir aux forces de sécurité publique de la formation sur les droits de l'homme et pour renforcer les institutions de l'État afin de garantir la responsabilité et le respect des droits de l'homme.

Réponses face aux abus des droits de l'homme

Les Entreprises devraient enregistrer et rapporter aux autorités compétentes du gouvernement d'accueil toutes les allégations crédibles d'abus des droits de l'homme commis par la sécurité publique dans leurs secteurs d'intervention. Le cas échéant, les Entreprises devraient encourager vivement la conduite d'une enquête et l'adoption de mesures pour empêcher que ces faits ne se reproduisent.

Les Entreprises devraient surveiller activement les progrès de l'enquête et encourager vivement un règlement approprié dans ce sens.

Les Entreprises devraient, dans une limite raisonnable, surveiller l'utilisation de l'équipement fourni par l'Entreprise et enquêter convenablement sur les cas où l'équipement est utilisé d'une façon inadéquate.

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Aucun effort ne devrait être ménagé pour s'assurer que l'information utilisée comme fondement des allégations d'abus des droits de l'homme est crédible et repose sur des preuves fiables. La sécurité et la sûreté des sources devraient être sauvegardées. Des informations supplémentaires ou plus exactes qui pourraient modifier les allégations antérieures devraient être mises à la disposition des parties intéressées, le cas échéant.

RELATIONS ENTRE LES ENTREPRISES ET LA SÉCURITÉ PRIVÉE

Lorsque les gouvernements d'accueil ne sont pas en mesure de fournir un service de sécurité adéquat pour protéger le personnel ou les biens d'une entreprise ou qu'ils ne sont pas disposés à le faire, il peut être nécessaire d'engager des fournisseurs de sécurité privée comme complément à la sécurité publique. Dans ce contexte, la sécurité privée peut être amenée à travailler en coordination avec des forces publiques (en particulier les forces de l'ordre), à porter des armes et à envisager de recourir à la force à l'échelle locale et à des fins de défense. Étant donné les risques liés à de telles activités, nous reconnaissons les principes volontaires suivants en tant que cadre de conduite pour les forces de sécurité privée :

La sécurité privée devrait respecter les politiques internes de l'Entreprise contractante concernant la conduite morale et les droits de l'homme, le droit et les normes professionnelles du pays dans lequel elle opère, les meilleures pratiques émergentes conçues par le secteur, la société civile et les gouvernements et elle devrait promouvoir le respect du droit international humanitaire.

La sécurité privée devrait maintenir des compétences techniques et professionnelles de haut niveau, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de la force et des armes à feu sur le plan local.

La sécurité privée devrait agir dans le respect du droit. Elle devrait manifester une retenue et une prudence conformes aux directives internationales applicables concernant l'utilisation locale de la force, y compris les Principes de base de l'ONU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et le Code de conduite de l'ONU pour les responsables de l'application des lois, ainsi que les meilleures pratiques émergentes conçues par les Entreprises, la société civile et les gouvernements.

La sécurité privée devrait avoir des politiques internes dictant la conduite appropriée et le recours à la force sur le plan local (par exemple, règles d'engagement). La conduite dans le cadre de ces politiques devrait être susceptible d'être vérifiée par les Entreprises ou, le cas échéant, par un tiers indépendant. Une telle surveillance devrait englober des enquêtes minutieuses sur des allégations d'actes abusifs ou illégaux, la présence de mesures disciplinaires suffisantes aux fins de prévention et de dissuasion, enfin des procédures permettant de rapporter des allégations aux autorités locales des forces de l'ordre concernées, le cas échéant.

Toutes les allégations d'abus des droits de l'homme par la sécurité privée devraient être enregistrées. Les allégations crédibles devraient faire l'objet d'enquêtes

Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

appropriées. Dans les cas où les allégations contre les services privés de sécurité sont transmises aux autorités des forces de l'ordre concernées, les Entreprises devraient activement surveiller le progrès de l'enquête et encourager vivement un règlement approprié dans ce sens.

Conformément à ses attributions, la sécurité privée devrait uniquement fournir des services de prévention et de défense et ne devrait pas s'engager dans des activités qui sont exclusivement du ressort des autorités militaires ou des forces de l'ordre. Les Entreprises devraient affecter des services, de la technologie et de l'équipement capables d'atteindre des objectifs défensifs et offensifs mais réserver ceux-ci à un usage exclusivement défensif.

La sécurité privée devrait : (a) s'abstenir d'affecter à ses services de sécurité des individus impliqués, de source fiable, dans des abus de droits de l'homme ; (b) avoir recours à la force uniquement en cas de stricte nécessité et de manière proportionnelle à la menace ; et (c) s'abstenir de violer les droits des individus qui exercent leur droit à la liberté d'association et de rassemblement pacifique, à prendre part aux négociations collectives ou d'autres droits connexes des employés de l'Entreprise, reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

En cas de recours à la force physique, la sécurité privée devrait correctement investiguer et rapporter l'incident à l'Entreprise. La sécurité privée devrait référer l'affaire aux autorités locales et/ou prendre des mesures disciplinaires, le cas échéant. En cas de recours à la force, une aide médicale devrait être fournie aux blessés, y compris les contrevenants.

La sécurité privée devrait maintenir la confidentialité des informations obtenues grâce à sa position de fournisseur de sécurité, sauf si cela compromet les principes ici contenus.

Dans le souci de réduire au minimum le risque que la sécurité privée outre passe son autorité en tant que fournisseur de sécurité et de promouvoir le respect des droits de l'homme en général, nous avons élaboré les principes volontaires et directives supplémentaires suivants:

Lorsqu'il y a lieu, les Entreprises devraient inclure les principes décrits ci-dessus dans les dispositions contractuelles des accords conclus avec des fournisseurs de sécurité privée et s'assurer que le personnel de sécurité privée est formé adéquatement de manière à respecter les droits des employés et de la communauté locale. Dans la mesure du possible, les accords entre les Entreprises et la sécurité privée devraient prévoir des enquêtes sur les comportements illégaux ou abusifs et des mesures disciplinaires appropriées. Les accords devraient également permettre aux Entreprises de mettre fin à leurs contrats lorsqu'il existe une preuve fiable d'un comportement illégal ou abusif de la part des membres du personnel de sécurité privée.

Les Entreprises devraient consulter et surveiller les fournisseurs de sécurité privée

**Principes volontaires
sur la sécurité et les droits de l'homme**

pour s'assurer qu'ils remplissent leur obligation de fournir un service de sécurité conforme aux principes décrits ci-dessus. Le cas échéant, les Entreprises devraient chercher à retenir les services de fournisseurs de sécurité privée représentatifs de la population locale.

Les Entreprises devraient examiner la réputation du fournisseur de sécurité privée qu'elles prévoient d'employer, en particulier en ce qui concerne le recours à la force excessive. Cet examen devrait inclure une évaluation des services antérieurs fournis au gouvernement d'accueil et faire état des préoccupations éventuelles que suscite la dualité de l'entreprise de sécurité privée en tant que fournisseur de sécurité privée et adjudicataire de l'État.

Les Entreprises devraient consulter d'autres Entreprises, des fonctionnaires de leur pays d'origine et du pays d'accueil ainsi que la société civile pour partager leurs expériences au regard de la sécurité privée. Le cas échéant, si le droit en vigueur le permet, les Entreprises devraient faciliter l'échange d'informations sur les activités illégales et les abus commis par les fournisseurs de sécurité privée.